

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 av. Maréchal Foch  
CS50021  
27020 Evreux

Évreux, le 03/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REBORN NORMANDIE**

246, rue du Général Maurice Bourgeois  
BP 462  
27300 Bernay

Références : UBDEO/ERC/25/295  
Code AIOT : 0005800814

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement REBORN NORMANDIE implanté 246, rue du Général Maurice Bourgeois BP 462 27300 Bernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objet de cette inspection est de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2024 qui a été établi suite à une inspection sur la thématique régionale « contrôle et suivi des installations électriques ».

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REBORN NORMANDIE

- 246, rue du Général Maurice Bourgeois BP 462 27300 Bernay
- Code AIOT : 0005800814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Etablissement spécialisé dans l'extrusion et l'impression à la marque de film plastique destiné à l'industrie alimentaire.

Administrativement, la société REBORN dispose :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2014,
- de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023.

Le société REBORN NORMANDIE étant soumis au régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les prescriptions transversales en matière de risques accidentels de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 lui sont applicables.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prise en compte des éléments du Q18	AP de Mise en Demeure du 25/10/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limites d'intervention du contrôle des installations électriques	AP de Mise en Demeure du 25/10/2024, article 1	Sans objet
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	AP de Mise en Demeure du 25/10/2024, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant respecte les demandes reprises dans son arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/10/2024.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/10/24 cesse donc de produire effet (il conviendra que l'exploitant transmette le justificatif de la réalisation des travaux prévus courant octobre 2025 concernant le retrait du chemin de câble dans le local machine à laver du hall de stockage impression du bâtiment principal).

Il est néanmoins demandé à l'exploitant de :

1/ se rapprocher de la société APAVE pour comprendre si la coche « Rapport de vérification initiale non-fourni » relevée dans le tableau du paragraphe « Documents nécessaires à la vérification » du rapport APAVE du 10/03/25 au 17/03/25 (rapport APAVE n° 0688561-010-3 du 16/04/25) est une erreur ou si une dernière visite initiale d'une installation reste à réaliser bien que cela ne soit pas repris dans le rapport au droit du paragraphe "limites d'intervention particulières".

2/ procéder rapidement au nettoyage des armoires électriques étant donné la nouvelle observation reprise dans le Q18 du contrôle APAVE réalisé du 10/03/25 au 17/03/25 qui maintient la mention d'installation électrique pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion avec comme unique nouvelle observation le non-entretien des armoires électriques et ce, pour l'ensemble de l'établissement.

#### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limites d'intervention du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/10/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications initiales des nouvelles installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé 246 rue du Général Maurice BOURGEOIS 27300 BERNAY, exploitant une installation de fabrication et d'impression (à l'aide d'encre à base de solvants organiques inflammables) de films en matières plastiques (et en matières plastiques recyclées) à la même adresse, est mise en demeure de respecter sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant : <b>- fait réaliser les vérifications initiales de ses nouvelles installations autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023,</b> <b>[...]</b>  Pour rappel : article 66 de l'arrêté Ministériel du 04/10/2010 : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

**Constats :**

L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023 autorise l'exploitant à exploiter une nouvelle ligne de recyclage de déchets de matières plastiques (EREMA BI CLEAR) dans le bâtiment « A » et autorise également l'exploitant à stocker à l'extérieur et dans un nouveau hangar des balles de déchets de matière plastique et des bobines de produits finis (films PE imprimés).

Il s'est avéré, pour le nouveau hangar de stockage, que le rapport de vérification initiale ainsi que les schémas unifilaires des installations électriques accompagnés si nécessaire d'un synoptique montrant l'articulation des différents tableaux n'avaient pas été transmis pour le contrôle de juin 2024.

Enfin, pour la nouvelle machine de recyclage de déchets de matières plastiques EREMA BI CLEAR du bâtiment A, l'opérateur de la société APAVE signalait également qu'en l'absence des notes de calculs(ou incomplètes) justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection, ces derniers n'avaient pas été analysés et en l'absence de la vérification initiale des installations électriques modifiées, ces dernières n'avaient donc pas été vérifiées en juin 2024.

Ainsi, les nouvelles installations, autorisées par arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023 n'avaient pu être contrôlées « dans les règles de l'art » par l'opérateur de la société APAVE en juin 2024.

Suite à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant a informé l'inspection par courrier du 12 mai 2025, d'avoir :

- fait procéder au changement des cellules du poste de livraison électrique général du site (facture DESORMEAUX n° 25005010000038 du 20/01/25),
- fait procéder aux vérifications initiales des installations électriques (des installations du bâtiment A, des installations du hangar de stockage, des installations de l'aspiration matière ALIMATIC, des installations du groupe froid et CTA, des installations du magasin et département graphique, de l'installation de sprinklage et de l'installation des nouveaux locaux administratifs) et fait procéder à la réalisation de la note de calcul pour la visite initiale du nouveau local compresseur (facture APAVE n° F201250037667 du 08/04/2025).

Suite à ces travaux, un nouveau contrôle de vérification périodique des installations électriques a été réalisé par l'APAVE du 10/03/25 au 17/03/25 (rapport APAVE n° 0688561-010-3 du 16/04/25), il s'avère que :

- l'énumération des limites d'intervention ne concerne plus que la page 6/34 du rapport alors qu'en 2024, cette énumération des limites d'intervention était conséquente puisqu'elle concernait les pages 10 à 17 du rapport. Il n'y est plus repris dans le paragraphe « Limites d'intervention particulières » les défauts de vérification initiale néanmoins, la coche « Rapport de vérification initiale non-fourni » reste dans le tableau du paragraphe « Documents nécessaires à la vérification ». L'exploitant se rapprochera de la société APAVE pour lever cette incohérence.

**À l'analyse de ces documents, l'inspection note que la société REBORN a fait procéder à une mise à jour de sa documentation électrique nécessaire à la vérification par une société de contrôle. Par conséquent, ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est dorénavant levé.**

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant se rapprochera tout de même de la société APAVE pour comprendre si la coche relevée est une erreur ou si une dernière visite initiale d'une installation reste à réaliser bien que cela ne soit pas repris dans les limites d'intervention particulières.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Prise en compte des éléments du Q18**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/10/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traitement des observations citées dans le Q18</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé 246 rue du Général Maurice BOURGEOIS 27300 BERNAY, exploitant une installation de fabrication et d'impression (à l'aide d'encre à base de solvants organiques inflammables) de films en matières plastiques (et en matières plastiques recyclées) à la même adresse, est mise en demeure de respecter sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant :</p> <p>[...]</p> <p>- traite les non-conformités relevées dans le certificat Q18 de 2024,</p> <p>[...]</p> <p>Pour rappel : article 66 de l'arrêté Ministériel du 04/10/2010 :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport APAVE Q18 du juin 2024 faisait état de 2 observations pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion :</p> <p>- la première observation concernait le non-fonctionnement du dispositif de différentiel de l'éclairage stockage zone 3 au droit de l'armoire éclairage FLEXO de l'atelier impression du bâtiment principal.</p> <p>L'exploitant a précisé en séance avoir fait faire un contrôle de tous les dispositifs de différentiel lors de l'arrêt du site en fin d'année 2024.</p> <p>Il s'avère que cette observation n'est plus citée dans le rapport de vérification périodique des installations électriques réalisé par l'APAVE du 10/03/25 au 17/03/25 (rapport APAVE n° 0688561-010-3 du 16/04/25) ni dans le Q18 associé.</p> <p>- la seconde observation (récurrente depuis 2016) concernait le chemin de câbles coffré dans le</p>

local machine à laver du hall de stockage impression au bâtiment principal pour lequel la société APAVE préconisait soit de réaliser le cheminement à l'extérieur du local ATEX soit de fournir le PV attestant de la bonne mise en œuvre du cheminement technique ainsi protégé.

Il s'avère que l'exploitant a pris la décision de changer l'entièreté de l'installation avec refonte des installations électriques associées. Ainsi, par mail du 01/10/2025, l'exploitant précise que le chemin de câble sera retiré du local le 20/10/25.

À l'analyse de ces éléments, l'inspection note que la société REBORN a traité les points non-conformes pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion repris dans le Q18 APAVE de juin 2024.

Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être levé dès lors que l'exploitant aura transmis le justificatif de la réalisation des travaux relatifs au retrait du chemin de câble.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection note malgré tout, que le Q18 du contrôle APAVE réalisé du 10/03/25 au 17/03/25 maintient la mention d'installation électrique pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion avec une unique nouvelle observation qui concerne les armoires électriques non-entretenu et ce, pour l'ensemble de l'établissement. Il est donc impératif pour la société REBORN de procéder rapidement au nettoyage de ses armoires électriques.

L'inspection demande que l'exploitant transmette le justificatif de la réalisation des travaux prévus courant octobre 2025 concernant le retrait du chemin de câble dans le local machine à laver du hall de stockage impression du bâtiment principal.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 25/10/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en place et suivi du plan d'action

**Prescription contrôlée :**

La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé 246 rue du Général Maurice BOURGEOIS 27300 BERNAY, exploitant une installation de fabrication et d'impression (à l'aide d'encre à base de solvants organiques inflammables) de films en matières plastiques (et en matières plastiques recyclées) à la même adresse, est mise en demeure de respecter sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant :

[...]

- met en place un plan d'actions pour lever les observations de son rapport de vérification périodique des installations électriques de 2024 en définissant une cinétique de résolution

**adaptée à chaque observation selon son niveau de gravité.**

Pour rappel : article 66 de l'arrêté Ministériel du 04/10/2010 :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification.

Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

#### **Constats :**

Questionné par l'inspection sur l'existence d'un plan d'action de suivi des travaux électriques à réaliser sur le site suite à un contrôle périodique des installations électriques (avec Q18), l'exploitant avait répondu qu'il ne disposait pas de plan d'action pour l'année 2023.

De plus, il avait été constaté que dans les rapports annuels de contrôle périodique des installations électriques, le nombre d'observations augmentaient de part l'augmentation d'observations récurrentes ce qui traduisait un manquement d'entretien des installations électriques du site.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, l'exploitant a été en mesure de présenter un plan d'action dans lequel il est précisé :

- le numéro de l'observation,
- l'emplacement et l'installation concernée,
- la date du rapport de contrôle y faisant référence ainsi que la nature de la non-conformité et les préconisations formulées pour y remédier,
- un délai de réalisation ainsi qu'un niveau de difficulté et de risque,
- le responsable du suivi de cette observation,
- le statut de réalisation.

À noter que l'exploitant a procédé aux réparations requises mentionnées dans ses derniers contrôles périodiques, cet effort est visualisable dans le rapport APAVE du 10/03/25 au 17/03/25 (rapport APAVE n° 0688561-010-3 DU 16/04/25) étant donné la diminution du nombre d'observations :

- le rapport de contrôle périodique de 2023 faisait état de 24 observations dont 10 sont récurrentes.
- le rapport de contrôle périodique de 2024 faisait état de 32 observations dont 16 sont récurrentes.
- le rapport de contrôle périodique de 2025 fait état de 6 observations dont 1 est récurrente.

**Par conséquent, ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est dorénavant levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite